

Ministre flamand dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la lettre. Après que l'intéressé ait été entendu ou lorsqu'il n'a pas donné la suite voulue à la convocation dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la lettre de convocation, il peut être mis fin à son mandat par le Ministre flamand. »

Art. 13. L'article 37, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 10 octobre 1990 et 22 mai 1991, est complété par un alinéa 2 et un alinéa 3, rédigés comme suit :

« Le Ministre flamand peut établir que l'encadrement administratif de plusieurs commissions de médiation d'un même arrondissement judiciaire sera assuré par un seul secrétariat.

La résidence administrative des fonctionnaires assignés au secrétariat correspond au siège de la commission de médiation. »

Art. 14. Sont abrogés dans le même arrêté :

1° l'article 31, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 mars 1992;

2° l'article 38, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 octobre 1990.

Art. 15. La commission de médiation instituée dans l'arrondissement judiciaire d'Ypres et la commission de médiation instituée dans l'arrondissement judiciaire de Furnes cessent d'exister.

Art. 16. Le Ministre flamand ayant l'aide aux personnes dans ses attributions fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions du présent arrêté.

Art. 17. Le Ministre flamand ayant l'aide aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 2504

[S - C - 97/31369]

10 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juillet 1997 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment les articles 8 et 115, modifiés par l'ordonnance du 23 novembre 1993;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'Environnement, notamment l'article 3, 13°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'Environnement;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 30 mai 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 avril 1997;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire et du Ministre chargé de l'Environnement,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, les termes "aux endroits habituels d'affichage" sont remplacés par les termes "à la maison communale";

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 2504

[S - C - 97/31369]

10 JULI 1997. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juli 1997 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op de artikelen 8 en 115, gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuviergunningen, inzonderheid op artikel 3, 13°;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 30 mei 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 april 1997;

Op voordracht van de minister van Ruimtelijke Ordening en de minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "op de gebruikelijke plaatsen van aanplakking" vervangen door de woorden "aan het gemeentehuis";

2° au § 2, alinéa 1^{er} : les termes "d'au moins 35 dm" sont remplacés par les termes "de format DIN A2";

3° le § 2, alinéa 1° est complété par la phrase suivante : "La police de caractères d'impression utilisée sur les avis d'enquête est d'au moins 14 points didot".

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les mots "au moins trois heures par jour" sont remplacés par les mots "pour le public entre 9 heures et 12 heures".

Art. 3. L'article 5, § 1^{er}, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant : "Le dossier peut être consulté un jour par semaine en soirée mais les explications techniques ne sont données, en soirée, que sur rendez-vous".

Art. 4. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« L'administration communale procède à l'affichage complémentaire prévu à l'article 3, § 2 :

1° soit aux accès existants ou futurs du bien concerné, à la limite de ce bien et de la voie publique et parallèlement à celle-ci, soit lorsque le bien concerné n'est pas pourvu d'accès, sur ses murs et façades situés le long de la voie publique;

2° en outre, sur le territoire de la commune, à 100 mètres de part et d'autre du bien visé, le long de la voie publique ou aux premiers carrefours situés de part et d'autre du bien si les carrefours se situent à moins de 100 mètres. »

2° à l'alinéa 3 et l'alinéa 4, les mots "le demandeur" sont remplacés par les mots "l'administration communale". »

Art. 5. Le titre de la section III est remplacé par le titre suivant :

« Section III. Enquête publique relative aux demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et de certificat ou de permis d'environnement soumises à étude ou à rapport d'incidences. »

Art. 6. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13. L'enquête publique relative aux demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et de certificat ou de permis d'environnement soumises à étude ou à rapport d'incidences et aux demandes de certificat ou de permis d'environnement est annoncée par un avis conforme au modèle de l'annexe 2.

L'administration communale procède à l'affichage complémentaire prévu à l'article 3, § 2 :

1° soit aux accès existants ou futurs du bien concerné, à la limite de ce bien et de la voie publique et parallèlement à celle-ci, soit lorsque le bien concerné n'est pas pourvu d'accès, sur ses murs et façades situés le long de la voie publique;

2° en outre, sur le territoire de la commune, à 100 mètres de part et d'autre du bien visé, le long de la voie publique ou aux premiers carrefours situés de part et d'autre du bien si les carrefours se situent à moins de 100 mètres. »

Art. 7. La section IV du même arrêté et l'article 14 qu'elle contient sont abrogés.

Art. 8. Les annexes 2 à 4 du même arrêté sont remplacées par l'annexe du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur un mois après la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre chargé de l'Aménagement du territoire et le Ministre chargé de l'environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juillet 1997.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire,
H. HASQUIN

Le Ministre chargé de l'Environnement,
D. GOSUIN

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden "van ten minste vijfendertig dm" vervangen door de woorden "van DIN A2-formaat";

3° § 2, eerste lid, wordt met de volgende volzin aangevuld : "De gebruikte letterpolis voor de berichten van onderzoek bedraagt ten minste 14 didotpunten".

Art. 2. In artikel 4 van betreffend besluit worden de woorden "ten minste drie uur per dag dat het bestuur toegankelijk is" vervangen door de woorden "elke dag dat de dienst voor het publiek toegankelijk is, tussen 9 en 12 uur".

Art. 3. Artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid : "men kan altijd het dossier één avond in de week raadplegen maar in dit geval wordt de technische uitleg slechts na afspraak gegeven".

Art. 4. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het gemeentebestuur plakt een bijkomend bericht van onderzoek aan als bedoeld in artikel 3, § 2 :

1° hetzij aan de bestaande of toekomstige toegangen van het betrokken goed, op de grens van het goed met de openbare weg en parallel aan de openbare weg, hetzij, wanneer het betrokken goed geen toegangen heeft, op de muren en gevels ervan langs de openbare weg;

2° bovendien, op het grondgebied van de gemeente, op 100 meter aan weerszijden van het betrokken goed langs de openbare weg, of aan de eerste kruispunten aan weerszijden van het goed, indien die kruispunten zich op minder dan 100 meter bevinden;»

2° in het derde en het vierde lid, worden de woorden "de aanvrager" vervangen door de woorden "het gemeentebestuur". »

Art. 5. Het opschrift van afdeling III wordt als volgt vervangen :

« Afdeling III. Openbaar onderzoek betreffende de aanvragen voor een effectenstudie of -verslag of een stedenbouwkundig attest of een stedenbouwkundige vergunning of een milieu-attest of - vergunning. »

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 13. Het openbaar onderzoek betreffende de aanvragen voor een effectenstudie of -verslag of een stedenbouwkundig attest of vergunning, en om een milieu-attest of - vergunning, wordt aangekondigd met een bericht dat overeenkomt met het model van bijlage 2.

Het gemeentebestuur gaat over tot de bijkomende aanplakking bepaald in artikel 3, § 2 :

1° hetzij aan de bestaande of toekomstige toegangen van het betrokken goed, op de grens van het goed met de openbare weg en parallel aan de openbare weg, hetzij, wanneer het betrokken goed geen toegangen heeft, op de muren en gevels ervan langs de openbare weg;

2° bovendien, op het grondgebied van de gemeente, op 100 meter aan weerszijden van het betrokken goed langs de openbare weg, of aan de eerste kruispunten aan weerszijden van het goed, indien die kruispunten zich op minder dan 100 meter bevinden. »

Art. 7. Afdeling IV van betreffend besluit en het erin vervatte artikel 14 worden opgeheven.

Art. 8. De bijlagen 2 tot 4 van hetzelfde besluit worden vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking één maand na de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 10. De minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening en de minister bevoegd voor Leefmilieu worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 juli 1997.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening,
H. HASQUIN

De Minister bevoegd voor Leefmilieu,
D. GOSUIN

Annexe 2

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

DEMANDE DE..... (1)

Le projet suivant est mis à l'enquête publique :

Adresse du bien : (2)

Identité du demandeur :

Objet de la demande :

— Certificat ou permis d'urbanisme : (3)

— Certificat ou permis d'environnement : (4)

— Permis de lotir : (5)

Nature de l'activité principale : (6)

Périmètre et zone : (7)

Motif principal de l'enquête : (8)

L'enquête publique se déroule du..... au..... 199.... (9)

La réunion de la commission de concertation est fixée au 199..... à heures à la maison communale (10)

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier complet de la demande peut être consulté à l'administration communale :

— du lundi au vendredi : le matin entre heures et heures (11)

— le..... jusqu'à 20 heures (12)

Des explications techniques concernant le dossier peuvent être obtenus à l'administration communale le matin/après-midi entre heures et heures (13) ou sur rendez-vous pris par téléphone au n°

Les observations et réclamations au sujet du dossier peuvent être adressées :

— par écrit au collège des bourgmestre et échevins, à l'adresse suivante au plus tard le 199 (14)

— au besoin oralement, pendant l'enquête publique, auprès de l'agent désigné à cet effet à la maison communale, le entre heures et heures (15)

Pendant la durée de l'enquête publique, toute personne peut demander par écrit au collège des bourgmestre et échevins à être entendue par la commission de concertation (16)

Toute personne peut assister à l'audition publique destinée à présenter le projet à la maison communale le 199..... à heures (17)

A, le

Par le Collège :

Le secrétaire communal,

Le bourgmestre,

- (1) Certificat/permis d'environnement et/ou d'urbanisme.
- (2) Mentionner l'adresse complète du bien concerné par la demande.
- (3) Biffer ou insérer les mentions utiles : construire ou reconstruire un bâtiment ou un ouvrage, placer des installations fixes, apporter des transformations à une construction existante, démolir une construction, modifier l'utilisation ou la destination de tout ou partie d'un bien, aménager une propriété, modifier sensiblement le relief du sol.
- (4) Biffer ou insérer les mentions utiles : exploitation de nouvelles installations, transformation ou extension d'installations, remise en activités d'installations, renouvellement de permis d'environnement.
- (5) Biffer si inutile.
- (6) Mentionner suivant les cas :
 - le type d'aménagement de la zone concernée : lotissement résidentiel, parc industriel, parc public, etc.;
 - le type de construction suivant le glossaire du plan régional de développement ainsi que le nombre de m² construits : bureaux, logements, établissement hôtelier, atelier, industrie, commerce, activité de haute technologie, dépôt, entreprise artisanale, entreprise de service, équipement d'intérêt collectif ou de service public, ouvrage d'art, voie de communication, etc...;
 - les rubriques principales de la liste des installations classées reprises dans la demande suivant les indications fournies par l'I.B.G.E. avec le seuil atteint (puissance, taille, capacité, nombre).
- (7) Mentionner la zone et le périmètre du plan régional de développement et du plan de secteur et l'affectation dans un plan particulier d'affectation du sol.
- (8) Préciser le motif principal de l'enquête publique :
 - suivant les prescriptions relatives à l'évaluation des incidences de l'ordonnance du 21 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme ou de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;
 - suivant les prescriptions du P.R.D., du plan de secteur, d'un P.P.A.S. ou de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;
 - les nuisances principales susceptibles d'être provoquées par les installations concernées.
- (9) Indiquer les dates d'enquête publique.
- (10) Indiquer le jour et l'heure de la réunion de la commission de concertation si une telle réunion doit être convoquée.
- (11) Biffer la mention inutile et préciser les heures d'ouverture des bureaux.
- (12) Indiquer le jour de la semaine où le dossier peut être consulté jusqu'à 20 heures.
- (13) Indiquer le jour de la semaine et les heures auxquelles des explications techniques peuvent être obtenues.
- (14) Indiquer la date de clôture de l'enquête publique.
- (15) Indiquer le jour de la semaine et les heures auxquelles la population peut faire part de ses observations orales.
- (16) Biffer si la demande n'est pas soumise à l'avis de la commission de concertation.
- (17) Si une audition publique est organisée, préciser le jour et l'heure.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juillet 1997 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire,
H. HASQUIN

Le Ministre chargé de l'Environnement,
D. GOSUIN

Bijlage 2

BERICHT VAN OPENBAAR ONDERZOEK

AANVRAAG VAN (1)

Het volgende project wordt aan openbaar onderzoek onderworpen.

Adres van het goed : (2)

Identiteit van de aanvrager :

Voorwerp van de aanvraag :

— stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning : (3)

— Milieu-atteest of -vergunning : (4)

— Verkavelingsvergunning : (5)

Aard van de hoofdactiviteit : (6)

Omtrek en zone : (7)

Hoofdrede van het onderzoek : (8)

Het openbaar onderzoek vindt plaats van tot 199... (9)

De vergadering van de overlegcommissie vindt plaats op 199 om u in het gemeentehuis (10).

Tijdens de hele duur van het openbaar onderzoek kan het volledige dossier van de aanvraag op het gemeentebestuur worden geraadpleegd

— van maandag tot vrijdag : 's morgens tussen u en u (11)

— op tot 20 u (12)

Technische uitleg over het dossier kan worden bekomen bij het gemeentebestuur op 's morgens/in de namiddag tussen u en u (13) of na telefonische afspraak op het nr.

De opmerkingen en bezwaren over het dossier kunnen worden gericht :

— schriftelijk tot het College van Burgemeester en Schepenen, op het volgende adres uiterlijk op 199 (14)

— mondeling tijdens het openbaar onderzoek bij de daartoe aangewezen beambte in het gemeentehuis op tussen u en u (15).

Tijdens het openbaar onderzoek kan elke persoon schriftelijk aan het College van Burgemeester en Schepenen vragen door de overlegcommissie gehoord te worden (16).

Elkeen kan aan de openbare hoorzitting ter voorstelling van het project deelnemen in het gemeentehuis op 199 om u (17).

Te

Door het College :

De gemeentesecretaris

De burgemeester,

- (1) Milieu-atteest of -vergunning en/of stedenbouwkundig atteest of stedenbouwkundige vergunning.
- (2) Het volledige adres van het goed waar de aanvraag op slaat vermelden.
- (3) De nuttige vermeldingen schrappen of invoegen : een gebouw of een bouwwerk bouwen of herbouwen, vaste inrichtingen plaatsen, wijzigingen aanbrengen aan een bestaande constructie, een constructie afbreken, het gebruik of de bestemming van heel het goed of een gedeelte ervan wijzigen, een eigendom inrichten, het bodemreliëf aanzienlijk wijzigen.
- (4) De nuttige vermeldingen schrappen of invoegen : exploitatie van nieuwe inrichtingen, omvorming of uitbreiding van inrichtingen, inrichtingen weer in werking zetten, hernieuwing van milieuvergunningen.
- (5) Schrappen wat niet past.
- (6) Vermelden naar gelang van het geval :
 - de soort aanleg van de betrokken zone : residentiële verkaveling, industriepark, openbaar park, enz.;
 - de soort bouw volgens het glossarium van het gewestelijk ontwikkelingsplan alsook het aantal bebouwde m² : kantoren, woningen, hotelinrichting, werkplaats, industrie, handel, hoogtechnologische activiteiten, opslagplaats, ambachtelijke onderneming, dienstverlenende onderneming, uitrusting van algemeen nut of van overheidsdienst, kunstwerk, transportmiddelen, enz.;
 - de hoofdrubrieken van de in de aanvraag hernomen lijst van de ingedeelde inrichtingen volgens de door het B.I.M. geleverde aanwijzingen met de bereikte drempel (kracht, grootte, vermogen, aantal).
- (7) De zone en de omtrek van het gewestelijk ontwikkelingsplan en het gewestplan en de bestemming in een bijzonder bestemmingsplan vermelden.
- (8) De hoofdreden van het openbaar onderzoek nader bepalen :
 - volgens de voorschriften betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw of van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;
 - volgens de voorschriften van het GewOP, het Gewestplan, een B.B.P. of de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;
 - de hoofdhinder die door de betrokken inrichtingen kan worden veroorzaakt.
- (9) De data van het openbaar onderzoek aangeven.
- (10) De dag en het uur van de vergadering van de overlegcommissie aangeven indien een dergelijke vergadering moet worden samengeroepen.
- (11) Schrappen wat niet past en de openingsuren van de kantoren preciseren.
- (12) De dag van de week aangeven waarop het dossier tot 20 u kan worden geraadpleegd
- (13) De dag van de week en de uren aangeven waarop technische uitleg kan worden bekomen.
- (14) De einddatum van het openbaar onderzoek aangeven.
- (15) De data van de week en de uren aangeven waarop de bevolking mondeling haar opmerkingen kan meedelen.
- (16) Schrappen indien de aanvraag niet onderworpen is aan het advies van de overlegcommissie.
- (17) Indien een openbare hoorzitting wordt georganiseerd de dag en het uur aangeven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juli 1997 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening,
H. HASQUIN

De Minister bevoegd voor Leefmilieu,
D. GOSUIN